

De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>
Objet : **Qui-vive (vendredi 26 février)**
Date : 26 février 2010 20:11:36 HNEC



 2 pièces jointes, 616 Ko

« ... répondre à une question - à une question intimidante - à une question que personne encore au monde n'a pu jamais laisser sans réponse, jusqu'à son dernier souffle. - Laquelle ? - "Qui vive ?" ... »
Julien Gracq (*Le rivage des Syrtes*.)

I. Points du jour

- France : Occupation d'usine
- GB : Conséquence de la crise ...sur les clubs de foot
- Crise de la dette publique : au mieux, on en sort... en 2030!

II. Palestine/Israël

- Murs de Gaza (23)
- L'Égypte en rajoute une couche dans l'enfermement et la surveillance de Gaza!

<http://www.egalite68.fr/Qui-vive/26-02-10.pdf>

I. POINTS DU JOUR

France: Occupation d'usine

Des salariés de ST-Ericsson à Caen occupent une salle du CE

CAEN, 26 fév 2010 (AFP) - Les huit salariés élus au comité d'entreprise (CE) de ST-Ericsson à Caen occupaient le local du CE depuis jeudi soir pour demander un plan de sauvegarde de l'emploi «convenable» pour ce site de 114 salariés qui doit fermer en juin, a-t-on appris vendredi auprès de la CFDT et de la police.

Alors que jeudi vers 23H00 la direction a souhaité clore une réunion du CE entamée le matin, les salariés ont refusé de quitter la pièce et y ont passé la nuit malgré les injonctions d'un huissier et s'y trouvaient toujours vendredi, a précisé un de ces salariés, le secrétaire CFDT du CE, Didier Cadiou.

Dans un communiqué reçu à Paris, la direction de ST Ericsson a dit «regrette(r) l'occupation actuelle du site par les représentants du personnel», leur demandant «de respecter la procédure légale».

Se déclarant «ouverte à poursuivre la discussion sur l'ensemble des thèmes relatifs au plan de sauvegarde de l'emploi» et évoquant des possibilités de «reclassement rapide, soit en interne soit en externe en fonction des possibilités de mobilité géographique de chacun», elle a proposé aux syndicats une nouvelle rencontre lundi matin à Paris.

«Nous demandons un plan de sauvegarde de l'emploi convenable. La direction nous propose le minimum légal d'indemnités alors que les maisons mères à 50/50 de ST-Ericsson, STMicroelectronics et Ericsson, ont distribué à elles deux un milliard d'euros de dividende à leurs actionnaires en 2009», affirme la CFDT.

«En tant que salarié, en tant que contribuable, je trouve cela honteux. Ces entreprises reçoivent de l'argent public, leurs plus hauts dirigeants basés à Genève ne payent pas d'impôts et elles ne sont même pas capables de présenter un plan social convenable lorsqu'elles délocalisent», ajoute le syndicaliste.

En avril 2009, le gouvernement avait annoncé une subvention de 340 millions d'euros à STMicroelectronics dont l'Etat français détient 13,75%.

ST-Ericsson a annoncé le 22 janvier à Stockholm un creusement de ses pertes au quatrième trimestre et sur l'ensemble de 2009.

GB : Conséquence de la crise... sur les clubs de foot

En Angleterre, un club de Premier League placé en redressement judiciaire

Une première, qui illustre l'endettement massif des clubs de foot britanniques. Le club de Portsmouth est endetté à hauteur de 80 millions d'euros.

Le club de Portsmouth a annoncé vendredi avoir été placé en redressement judiciaire par la justice britannique, devenant le premier club anglais à subir une telle sanction dans l'histoire de la Premier League.

Conformément au règlement du championnat d'Angleterre, cette mesure s'accompagne d'un retrait de neuf points, ce qui condamne «Pompey» actuel dernier du classement, à la 2e division.

Le placement en redressement judiciaire protège de ses créanciers le club endetté à hauteur d'environ 70 millions de livres (78,5 millions d'euros) et qui peine à payer ses joueurs depuis le début de la saison.

Sans cette décision, faute de repreneurs, une mesure de liquidation judiciaire aurait sans doute été prononcée lundi par la Haute Cour de justice britannique devant l'incapacité du club à rembourser des impayés au fisc britannique.

Portsmouth est la première victime notable de l'endettement massif du football anglais. Selon un rapport de l'UEFA publié dans la semaine, la dette des clubs de Premier League avoisine les 3,4 milliards de livres sterling (3,8 milliards d'euros), soit 56% de la dette totale des clubs européens.

D'autres équipes, comme Wigan, Hull ou West Ham, traversent d'importantes difficultés. La dette titanesque de deux géants, Manchester United et Liverpool, suscite l'inquiétude de leurs supporters qui réclament le départ de leurs propriétaires américains.

La Fédération internationale (Fifa) a annoncé qu'elle examinerait le 18 mars les problèmes financiers du football anglais.

Crise de la dette publique : Au mieux, on en sort... en 2030 !

La dette française devrait rester longtemps à des niveaux record

PARIS (Reuters) - La France mettra 20 ans à retrouver un niveau de dette publique équivalent à celui d'avant la crise, selon le scénario le plus favorable figurant dans un rapport de la Délégation à la prospective du Sénat. Le rapport sur l'économie française et les finances publiques à l'horizon 2030, diffusé vendredi, prône une politique centrée sur la croissance et une coopération économique entre Européens pour restaurer la confiance. A l'inverse, une forte restriction budgétaire risquerait de casser la reprise économique et de freiner la croissance potentielle de la France à long terme, aggravant la situation au lieu de l'améliorer, prévient-il.



"L'horizon 2030 n'est pas 'noir'", lit-on dans le communiqué du Sénat sur ce rapport, dirigé par le président de la délégation, le sénateur UMP de l'Eure Joël Bourdin.

"Mais la bonne santé de l'économie française" dans le futur est liée à une maximisation de la croissance potentielle et à la confiance des agents économiques, poursuit le communiqué.

Cette confiance "ne sera au rendez-vous que si les partenaires de l'Union européenne cessent de mener des politiques économiques non coopératives", ajoute-t-il.

PAS DE "THÉRAPIE DE CHOC"

Cinq scénarios commandés à l'Observatoire français des conjonctures économique (OFCE) figurent dans le rapport.

Le plus favorable fait état d'une dette publique à 63% du produit intérieur brut en 2030, proche des niveaux de 2006-2007.

Le moins favorable prévoit une dette à 135% du PIB en 2030, et les trois autres des niveaux compris entre 81% et 88%, proches des chiffres actuels et des prévisions à court terme.

Le gouvernement prévoit une dette à 83,2% du PIB cette année et 87,1% en 2012, date à partir de laquelle elle baisserait.

Le scénario le plus optimiste s'appuie sur une prévision de croissance moyenne très forte (3,5% à partir de 2011) et sur une décreue très rapide du chômage (taux de 4,4% dès 2015).

Le pire scénario prend pour hypothèse la persistance d'un taux de chômage élevé (10,3% jusqu'en 2030).

Le scénario central, qui débouche sur une dette à 81% du PIB en 2030, s'appuie sur l'hypothèse d'une croissance moyenne de 2,5% par an à partir de 2011, identique à celle du gouvernement, avec un taux de chômage de 4,4% en 2024.

"Le retour à des positions budgétaires soutenables est un impératif", lit-on dans la synthèse du rapport.

"Pour autant, les scénarios de dette publique n'invitent pas à s'engager dans une 'thérapie de choc' qui pourrait produire des effets irréversibles sur la croissance mais, plutôt, à des stratégies de sortie de crise souples et coordonnées le plus possible au niveau international", poursuit la synthèse.

Jean-Baptiste Vey, édité par Yves Clarisse

II. PALESTINE/ISRAËL

Murs de Gaza (23)

Taysir Batniji : <http://taysir.b.free.fr/Diaporama%202001.mov>





L'Égypte en rajoute encore une couche dans l'enfermement et la surveillance de Gaza!

Des tours en plus du mur!

Le siège de Gaza ressemble de plus en plus à celui de Léninegrad dont le salut est aussi passé par l'eau (gelée d'un lac)...

Egypt building military towers on border with Gaza

THURSDAY, 25 FEBRUARY 2010 10:24 | ADDED BY PT EDITOR

MOHAMMED SAID EL-NADI



Gaza Strip, Feb. 25, 2010 (Pal Telegraph)- Egypt building military towers on border with Gaza

Egyptian authorities began on Wednesday evening to build fortified military towers along the border with the Gaza Strip.

It was reported that the Egyptian army, before the middle of the night, brought in military iron towers into Al-Salam and Yebna areas, south of Rafah.

Huge machines were brought to the area, and a number of Egyptian soldiers were seen working on erecting these military towers.

Last year, Egypt started building an underground steel wall along the border with the Gaza Strip, in order to cut off smuggling tunnels used by Gazans to transfer food and other necessary commodities.